

Les intérêts stratégiques de la France et/ou de l'Europe en Asie

Solène SOOSAITHASAN, doctorante rattachée à l'IRSEM
Université de Lille II
solene.sooasithasan@yahoo.fr

L'Asie est un ensemble régional extrêmement vaste, il faut donc prioriser les intérêts stratégiques en Asie et cela commence d'abord par identifier des sous-ensembles régionaux. L'Asie du Sud (l'Inde, le Pakistan, le Myanmar, le Népal, le Bangladesh, le Sri Lanka) est à ce titre souvent oubliée par les décideurs politiques et militaires français, il n'en reste pas moins que c'est une zone régionale non négligeable¹. Pour les besoins d'une étude claire et concise, je m'intéresserai dans cette synthèse premièrement aux relations entre l'Inde et le Pakistan pour ensuite démontrer tout l'intérêt que la France et l'Union européenne ont à dialoguer avec ces Etats d'Asie du Sud.

L'un des Etats majeurs en Asie du Sud est sans conteste l'Inde. C'est une puissance territoriale, démographique, économique et se révèle être une démocratie plutôt stable. La croissance économique rapide et la puissance militaire donnent à l'Inde un levier politique et un rôle stratégique qui continuera de s'accroître à l'échelle régionale et internationale. Par ailleurs, son économie est huit fois supérieure à celle du Pakistan et cent cinquante fois supérieure à celle de l'Afghanistan.

Le Pakistan est quant à lui un Etat qui connaît des instabilités plus ou moins grandes. Depuis la partition indo-pakistanaise du 14 août 1947, le Pakistan s'est construit sous un angle presque exclusivement identitaire contre l'Inde à laquelle plusieurs conflits l'ont opposé, en particulier au Cachemire (la religion constitue un facteur de différenciation identitaire ; le Pakistan se veut un Etat rassemblant tous les Musulmans ; autrefois communauté dominante sous l'Empire moghol, ils avaient perdu de l'importance dans l'Inde impériale britannique).

Il est bon de souligner que ces deux États, l'Inde et le Pakistan, sont devenus des puissances nucléaires et qu'un régime de dissuasion mutuelle s'est instauré depuis 1998 entre eux. Par ailleurs, le Pakistan est situé au carrefour de trois « mondes » instables, le Moyen-Orient, l'Asie centrale et l'Asie du Sud et établit un lien territorial et culturel entre l'Asie et le monde arabo-musulman. Les tensions qui affectent chacun de ces ensembles ont une conséquence plus ou moins directe sur le Pakistan, déjà fragilisé par des luttes intestines entre Musulmans chiïtes et sunnites, entre habitants de différentes provinces qui n'ont rien en commun si ce n'est leur culture religieuse. Cet Etat est rapidement devenu un terreau fertile pour les groupes islamistes radicaux tels qu'Al Qaïda. Outre l'Afghanistan, le Pakistan constitue une menace pour la stabilité régionale et la croissance en Asie, ainsi que pour les intérêts de la France et de l'Union

¹ On y adjoindra l'Afghanistan par extension mais qui se situe à la jonction de l'Asie centrale et de l'Asie du Sud.



européenne dans la région. Par ailleurs, les frontières pakistanaïses et afghanes sont poreuses entre elles. Or, même si l'Afghanistan concentre la plupart des efforts du gouvernement français ainsi que l'intérêt de l'UE, il faut que les décideurs politiques et militaires français adoptent une véritable stratégie régionale concentrée sur l'ensemble sous-régional qu'est l'Asie du Sud.

Dans ce voisinage immédiat, l'Inde est donc l'État à connaître la plus grande stabilité. Toutefois, la rivalité historique entre l'Inde et le Pakistan, avec comme enjeu principal le Cachemire, a constitué le principal théâtre des conflits depuis des décennies et se superpose aux tensions préalables importées par l'Afghanistan.

La gestion de la frontière est donc un élément essentiel, vecteur de conflictualité si elle n'est pas bien conduite par tous les protagonistes clés. Ces dernières années, la relation triangulaire entre l'Afghanistan, le Pakistan et l'Inde a démontré que le Pakistan et l'Inde doivent parvenir à terme à coopérer sans quoi il sera difficile de ramener l'ordre et la paix en Afghanistan. Toutefois, pour ce faire, il s'agira également pour le Pakistan de s'impliquer davantage dans la lutte antiterroriste sans faire de compromis ou de calcul politique.

Or, on le voit bien, les manœuvres de coulisse sont presque omniprésentes au Pakistan. La France se retire progressivement d'Afghanistan, comme d'autres puissances occidentales au premier rang desquelles les Etats Unis, ce qui pousse certains à penser au sein de l'armée pakistanaïse que les *taliban* seront de retour et qu'il faudra donc composer de nouveau avec eux. Dès lors, l'Afghanistan procurerait au Pakistan la profondeur stratégique dont il a besoin en cas d'attaque avérée de l'Inde. Même si ce cas de figure est improbable, l'armée et l'ISI (les services secrets pakistanaïses) restent fortement influencés par l'inimitié avec l'Inde et la volonté de récupérer le Cachemire indien. Ce sont les litiges frontaliers qui semblent déterminer l'évolution des stratégies politiques et militaires des uns et des autres. Pourtant, pour garantir la stabilité de l'Afghanistan, il faudra impérativement que le Pakistan et l'Inde fassent des efforts coordonnés.

Or pour permettre une résolution plus efficace du conflit afghan, la France, en concertation avec d'autres Etats membres de l'Union européenne, doit réussir à s'investir davantage dans un dialogue avec les gouvernements pakistanaïses et indien pour apporter des solutions et peut être ainsi contribuer à réduire les risques d'instabilité. L'objectif serait de bâtir une véritable relation de confiance entre la France et ces Etats sur le long terme plutôt qu'une relation faite en pointillés. Cela pourrait alors avoir une répercussion positive sur les élites qui seront certainement plus disposées à coopérer pour gérer les tensions dans cette région.

Par ailleurs, tous les Etats d'Asie du Sud (l'Inde, le Pakistan, le Sri Lanka, le Bangladesh, le Népal) sont en contact direct avec la Chine (des frontières communes pour certains Etats, l'importation massive de produits chinois manufacturés, des relations oscillant entre coopération et tensions). La stabilité ne relève donc pas d'un seul Etat mais bien de plusieurs où les interactions sont multiples entre élites, décideurs, firmes multinationales, etc. La coopération et/ou l'affrontement ponctuent les relations entre ces Etats, ce qui a une influence non négligeable sur les décisions des dirigeants politiques. La France et l'Union européenne ne doivent en revanche pas adopter l'approche indienne qui consiste à isoler le Pakistan. Par exemple, dans le cas du conflit afghan, il faut en revanche que la France et l'UE veillent à ce que l'Inde ne joue pas un rôle plus important en Afghanistan de peur de perdre un possible soutien pakistanaïse, acteur majeur dans ce conflit.

Ces Etats ont tout intérêt à composer les uns avec les autres. Au cours du 21^e siècle, il n'est certainement pas dans l'intérêt de quiconque de voir des puissances émergentes telles que l'Inde et des pays en voie de développement comme le Pakistan s'affronter.

Même si la tentation est souvent forte pour les autorités de part et d'autre, le 21^e siècle leur offre davantage d'occasions favorables que le siècle précédent. Malgré des tensions palpables, l'Inde et



la Chine l'ont plus ou moins compris puisque l'une et l'autre sont des partenaires commerciaux très actifs.

Toutefois, la course aux armements de part et d'autre en Inde et au Pakistan démontre une volonté de projeter leur puissance en Asie. Ces deux puissances se scrutent, coopèrent et peuvent être rivales. Il est donc primordial pour la France de ne pas négliger sa présence en Afghanistan mais aussi de considérer le dialogue avec les Etats qui composent l'Asie du Sud, notamment l'Inde et le Pakistan. Non seulement, elle apportera sa pierre à l'édifice pour instaurer plus d'ordre dans une région trop souvent tourmentée mais elle pourra avec l'UE, bénéficier alors des échanges avec une région économique qui deviendra sans aucun doute en l'espace de quelques décennies beaucoup plus prospère.

